



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 41 – 2 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU
SUD :
MERIEUX
NUTRISCIENCE
ACQUIERT LE
LABORATOIRE
SUD-AFRICAIN
LACTOLAB

LE CAMEROUN MET EN
ŒUVRE L'ACCORD DE
PARTENARIAT
ECONOMIQUE AVEC
L'UE

JAPON / TICAD VI :
10 MDS USD POUR
SOUTENIR L'AFRIQUE

SENEGAL :
LE PAYS PARMIS LES 5
PAYS LES PLUS
ATTRACTIFS EN
AFRIQUE SELON
HAVAS HORIZONS

MADAGASCAR :
ATTRIBUTION DU
CONTRAT RELATIF A LA
CENTRALE
HYDROELECTRIQUE DE
SAHOFIKA

GHANA :
PRET CONCESSIONNEL
DE L'AFD POUR LA
MODERNISATION DE
GRANDES
INFRASTRUCTURES A
KUMASI

GUINEE : 15 M USD
DE LA BANQUE
MONDIALE POUR LE
SECTEUR DE LA SANTE

LA SADC LANCE UNE
LEVEE DE FONDS POUR
FINANCER LA REPOSE
REGIONALE A LA
SECHERESSE

KENYA :
PREMIERES
EXPORTATIONS DE
PETROLE BRUT
PREVUES POUR JUIN
2017



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique centrale-France : baisse des échanges commerciaux au premier semestre

Les exportations de l'Afrique centrale vers la France atteignent 278 M EUR (- 46 %) au S1 2016, marquées par la baisse des ventes de pétrole brut (- 74 % à 82 M EUR) et de produits agricoles (- 7 % à 86 M EUR). Sur la même période, les importations de l'Afrique centrale en provenance de France s'établissent à 1 Md EUR (- 20,7 %). Les importations de produits pharmaceutiques se réduisent de 50 % à 141 M EUR, tandis que les importations d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatiques se contractent de 25 % et atteignent 287 M EUR.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique avec l'UE

Le Cameroun a entamé le démantèlement progressif, sur quatre ans, des barrières tarifaires frappant les produits européens du groupe 1 de l'Accord de partenariat économique signé en 2009 avec l'UE (biens d'équipements, médicaments, semences). En revanche, au plan régional, les négociations relatives à l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la clause de non-exécution et la demande africaine d'un engagement additionnel chiffré de l'UE sur le développement patinent. La Commission européenne n'a fixé aucune date butoir mais les termes de la négociation devront évoluer pour favoriser la conclusion rapide d'un partenariat entre l'Afrique centrale et l'UE.

✉ majdi.debbich@dgtresor.gouv.fr

▼ Selon le PNUD, les inégalités de genre coûtent 95 Mds USD par an à l'Afrique subsaharienne

Dans son rapport 2016 sur le développement humain en Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement estime que les disparités de genre engendrent un manque à gagner de 95 Mds USD par an en moyenne en Afrique subsaharienne. Pour l'instance onusienne, combler les écarts entre hommes et femmes sur le marché du travail, dans l'éducation et dans la santé est "un impératif pour le développement" de la sous-région. Le PNUD estime qu'une augmentation de 1 % de l'indice d'inégalité de genre contribue à réduire l'indice de développement humain (IDH) d'un pays de 0,75 %.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Japon / Ticad VI : 10 Mds USD pour soutenir l'Afrique

La 6^{ème} édition de la Conférence de Tokyo pour le développement en Afrique (Ticad VI), s'est déroulée à Nairobi fin août, en présence du Premier ministre nippon, Shinzo Abe, de 32 chefs d'Etats africains, et des secrétaires généraux de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). A cette occasion, Shinzo Abe s'est engagé à ce que son pays investisse 10 Mds USD en Afrique d'ici à 2018, dans le développement d'infrastructures et à mettre en place un fonds de 500 M USD pour renforcer les systèmes de santé dans la région. Le Premier ministre compte aussi s'appuyer sur le secteur privé japonais, appelé à contribuer à hauteur de 20 Mds USD.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : forte dépréciation du rand en lien avec le possible limogeage du ministre des Finances

La devise sud-africaine a renoué avec une trajectoire baissière, effaçant en 7 jours les gains accumulés depuis un mois. A 14,2 ZAR pour 1 USD, le rand affiche un recul de 5,1 % sur une semaine et de 7,6 % sur une année glissante. Ceci reflète les inquiétudes des marchés quant au possible renvoi du ministre des Finances, Pravin Gordhan, accusé d'avoir créé une unité de renseignement illégale au sein du South African Revenue Service en 2007 alors qu'il en était le commissaire. Sa convocation par la police est perçue négativement par les marchés et s'il était effectivement limogé, la devise pourrait décrocher et les agences de notation dégrader leur notation.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : ralentissement de l'inflation en juillet

En juillet, le taux d'inflation s'est limité à 6 % en glissement annuel après avoir atteint 6,3 % en juin. Les prix restent principalement tirés par l'augmentation des prix alimentaires en lien avec la sécheresse (+11,3 % en glissement annuel), par la hausse des prix du logement (5,8 %) et par la faiblesse du rand. Sur les sept premiers mois de l'année, le taux d'inflation s'établit à 6,3 % en moyenne, soit au-delà de la cible fixé par la Banque centrale (entre 3 % et 6 %) pour le 7^{ème} mois consécutif. En rythme mensuel, les prix ont crû de 0,8 % contre 0,6 % en juin.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la loi de finances rectificative pour 2016 prévoit une hausse du déficit budgétaire

Approuvée la semaine passée par l'Assemblée nationale, la loi de finances rectificative pour 2016 se base désormais sur un prix moyen du baril de pétrole à 41 USD (contre 45 USD initialement) et prévoit un creusement du déficit budgétaire (5,9 % du PIB contre 5,5 % initialement). Les dépenses ont été révisées à la hausse (+ 4,4 % à 4 485 Mds AOA soit 27,2 Mds USD) et les recettes à la baisse (- 0,8 % à 3 485 Mds AOA soit 21,1 Mds USD). Ce nouveau budget continue de donner priorité au secteur social qui concentre 40,6 % des dépenses.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : nouvelle accélération de l'inflation en juillet

En juillet, l'inflation a connu une accélération pour le 3^{ème} mois consécutif pour s'établir à 22,6 % en glissement annuel s'inscrivant au-delà du seuil des 20 % pour le 14^{ème} mois consécutif. Sur les sept premiers mois de l'année, le taux moyen d'inflation atteint 22,5 %, et ce en dépit de l'orientation restrictive de la politique monétaire (maintien du taux directeur à 27 % début août). Les prix sont principalement tirés par la hausse des prix alimentaires (+ 29,2 % en juillet après + 27,7 % en juin).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : les pressions externes et la faiblesse du cadre institutionnel pèsent sur la notation souveraine**

L'agence Moody's a indiqué que la notation souveraine du pays, dégradée début juillet de deux crans à CAA3, demeure contrainte par la faiblesse du cadre institutionnel, la dépréciation marquée du metical et la baisse du niveau des réserves de change. A ces contraintes s'ajoutent les incertitudes pesant sur les finances publiques suite à la dissimulation de 1,4 Md USD de dettes. Le Premier ministre, Carlos Agostinho do Rosário, a annoncé cette semaine qu'une mission du FMI est attendue en septembre ou octobre prochain. Après celle de juin dernier, son objectif sera de suivre la mise en œuvre des mesures d'ajustement recommandées par l'institution internationale.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : la contestation des résultats des élections présidentielles par l'opposition risque de retarder la mise en place du programme FMI**

Selon l'agence de notation Fitch, si les autorités zambiennes sont parvenues en avril à un accord de principe avec le FMI pour un programme d'aide d'ici au 4^{ème} trimestre 2016, la contestation des résultats des élections présidentielles par l'opposition suite à la réélection au 1^{er} tour du Président Edgar Lungu du Front Patriotique avec 50,4 % des voix risque d'en retarder la mise en place.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : Epizootie de fièvre aphteuse à Rodrigues et Maurice**

Suite à la détection de foyers de fièvre aphteuse à Rodrigues puis à Maurice, un nombre conséquent de bovins et de caprins ont dû être abattus. La Commission de l'océan Indien a apporté son appui aux autorités mauriciennes avec le soutien de l'Agence française de Développement, bailleur du projet « Veille sanitaire », en fournissant 20 000 doses de vaccins en provenance de l'usine de Mérieux au Botswana et 19 000 bagues de marquage. Un dispositif de prévention est en place à La Réunion et les produits d'origine animale et alimentaires dérivés, en provenance de Rodrigues, de Maurice et des îles voisines (Seychelles, Madagascar, Comores) sont actuellement interdits à l'entrée sur le territoire de l'UE.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : nouvelle chute de la monnaie**

La livre soudanaise, la Sudanese Guinea (SDG), a perdu 45 % de sa valeur depuis le début de l'année, avec deux baisses rapides, de 12 % en avril et de 17 % en août. Le taux de change « officiel », actuellement supérieur de 166 % à celui du marché, aggrave considérablement le manque en devises du pays. Le FMI recommande un alignement complet de la livre soudanaise sur ses fondamentaux.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : révision à la baisse de la prévision de croissance économique pour 2016**

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance de l'économie nigériane à -1,8 % en 2016 (contre + 2,3 % précédemment anticipé) en raison des pénuries de devises induites par la baisse des recettes pétrolières, la faiblesse de la production électrique et la perte de confiance des investisseurs.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : un pouvoir accru du Président en matière économique ?**

La loi intitulée *Emergency Economic Stabilisation Bill 2016* sera présentée au Parlement le 12 septembre prochain et prévoit d'étendre les pouvoirs de l'exécutif, dans le but de favoriser le redressement économique du pays. Si cette loi était adoptée, le Président pourrait notamment : (i) abréger le processus d'approvisionnement pour favoriser les dépenses dans les secteurs dits critiques, (ii) favoriser l'attribution des marchés à des entrepreneurs et fournisseurs locaux ; (iii) faciliter le processus de vente ou la mise en location des biens du gouvernement afin de générer des revenus ; (iv) faciliter les virements budgétaires pour les projets urgents sans passage par l'Assemblée nationale.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : publication de la circulaire *Foreign Exchange Sales to End Users* par la Banque centrale**

La Banque centrale somme les banques d'allouer 60 % de leurs devises (obtenues à la fois sur le marché interbancaire et par d'autres sources) aux importations de matières premières, matériel et machineries au bénéfice des industries, les 40 % restants étant destinés à des échanges commerciaux et autres obligations. Dans une logique de soutien à l'industrialisation du pays, les autorités considèrent que la proportion de devises allouée à l'importation de matières premières pour le secteur manufacturier est trop faible.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : recul de l'inflation au mois de juillet à 16,7 % en glissement annuel**

L'inflation a reculé de 1,7 point au mois de juillet 2016 pour s'établir à 16,7 % en glissement annuel contre 18,4 % au mois de juin. Outre la stabilisation du cedi, la stabilité des prix des tarifs publics (essence, transport) et des matières premières a permis ce repli. En glissement annuel, l'inflation des biens non-alimentaires est ainsi passée à 21,2 % contre 24,1 % en juin dernier, tandis que l'inflation des biens alimentaires reste stable à 8,6 %.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les députés votent pour le maintien d'un plafond de financement du déficit public par la Banque centrale à 5 % des revenus de l'année précédente**

Dans le cadre du vote de l'amendement à la loi sur la Banque centrale début août, les députés se sont majoritairement prononcés contre l'arrêt du financement du déficit public par la Banque centrale en proposant d'en réduire le plafond à 5 % des revenus de l'année précédente contre 10 % jusqu'alors. Bien que le FMI ait rappelé l'importance de l'arrêt du financement par la Banque centrale, afin de renforcer la crédibilité de la politique de lutte contre l'inflation, il semblerait toutefois que le Fonds soit disposé à accepter le principe d'un plafond à concurrence de 5 %, à la condition qu'il ne soit pas utilisé.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : report de l'émission d'un nouvel eurobond**

Le ministre ghanéen des Finances, Seth Terkper, a entrepris début août un *roadshow* dans les principales places financières en vue de l'émission d'un nouvel eurobond. Toutefois, en raison de taux apparemment très élevé exigé par les investisseurs, le ministre a décidé de différer l'opération. Pour rappel, le taux du dernier eurobond émis en novembre 2015 avait atteint 10,75 % malgré une garantie partielle de la Banque mondiale.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : la dette publique excède 2 Mds USD

Selon la Banque centrale, la dette publique du Cap Vert s'est élevée à 2,1 Mds USD à fin juillet 2016, soit 127 % du PIB. Elle est en hausse par rapport à mars 2016 (123 %). Cette dégradation s'accompagne toutefois d'une amélioration des comptes publics au premier trimestre : augmentation de 5 % des recettes, réduction des actifs non financiers de 33,1 % et réduction de 17,2 M EUR des dépenses publiques. Les réserves internationales nettes du pays ont augmenté de 4,7 M EUR de janvier à mai 2016, garantissant 6,3 mois d'importations de biens et de services.

✉ dj.juste@outlook.fr

▼ Côte d'Ivoire : Moody's maintient sa note BA3 avec perspective stable

L'agence de notation Moody's maintient la note BA3, avec perspective stable, qu'elle avait attribuée à la Côte d'Ivoire en novembre 2015. L'agence demeure confiante dans les perspectives de croissance du pays (+ 8,5 % attendus en 2016), avec notamment la mise en œuvre du nouveau plan national de développement (PND 2016-2020). Elle salue la diversification progressive des secteurs d'activité. Moody's prévoit une accélération du secteur des hydrocarbures, en lien avec l'ambition des autorités de porter la production nationale à près de 200 000 barils par jour d'ici 2020, contre 40 000 actuellement. L'agence déplore cependant la faiblesse du cadre institutionnel.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 13 000 fonctionnaires fictifs détectés

Selon le porte-parole du gouvernement malien, 13 000 fonctionnaires fictifs ont été dénombrés à la suite de l'opération « contrôle physique des agents de l'Etat » lancée en 2014 par le ministère de la Fonction publique. Le contrôle concernait les fonctionnaires civils et militaires, les contractuels de l'Etat ainsi que les fonctionnaires des collectivités territoriales. La masse salariale concernée équivaut, d'après les autorités, à une perte de 45 M EUR par an à l'Etat.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : le pays paie sa dépendance à l'industrie minière

La baisse du taux de croissance du PIB enregistrée en 2015 (6,9 % contre 9,2 % escompté) s'est confirmée au 1^{er} semestre 2016 : les prévisions pour l'année s'établissent à 4,3 % à fin juin contre un taux à 5,3 % escompté en mars. Ce ralentissement est imputable à la chute des cours du cuivre (- 35 % entre juin 2014 et décembre 2015) accentué par la réduction de la production durant le premier semestre 2016 (- 14 %) alors que la production de cobalt, deuxième source de recettes d'exportations, a elle aussi baissé dans le même temps de 13 %. Pour mémoire, le cuivre se négocie aujourd'hui à moins de 4 800 USD la tonne contre environ 6 500 USD mi-2015 et plus de 9 000 USD en 2011.

✉ abboud.zaoui@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Côte d'Ivoire : adoption d'une ordonnance portant titres d'occupation du domaine public

Le gouvernement ivoirien a adopté une ordonnance portant titres d'occupation du domaine public. Il s'agit notamment de faciliter l'accès, pour les investisseurs, au foncier public. Ainsi, les personnes publiques peuvent conclure, sur le domaine public, des baux emphytéotiques avec des opérateurs économiques pour « l'exécution et la gestion d'infrastructures et d'équipements relatifs à l'accomplissement d'une mission de service public ou à la réalisation d'une opération d'intérêt général ».

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Ghana : Ratification de l'APE intérimaire Ghana-Union européenne

Face aux blocages du Nigéria, de la Mauritanie et de la Gambie hypothéquant la signature de l'APE régional Afrique de l'Ouest-Union européenne, et afin de ne pas perdre son attractivité sur des lignes tarifaires pour lesquelles les intérêts commerciaux du Ghana sont importants, le Parlement ghanéen a ratifié son accord intérimaire avec l'Union européenne, signé le 27 juillet à Bruxelles. Cette ratification met fin à un suspens entretenu jusqu'au dernier moment par les opposants à l'accord qui ont entrepris une importante action de lobbying largement relayée par une partie de la presse. Le Ghana est le deuxième fournisseur de l'Union européenne dans la zone CEDEAO et est à l'origine de 30 % des exportations agroalimentaires de cette zone vers l'UE.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le pays parmi les 5 pays les plus attractifs en Afrique selon Havas Horizons

Selon un sondage réalisé par le cabinet Havas Horizons et l'Institut Choiseul, auprès de 55 investisseurs internationaux exerçant une activité en Afrique (notamment Bank of America, BNP Paribas, Proparco, Qatar national Bank, Rothschild & Cie, Standard Bank, Goldman Sachs, HSBC, Merrill Lynch), l'Éthiopie, le Nigéria, le Maroc, le Ghana et le Sénégal sont les cinq pays africains les plus attractifs pour les investisseurs internationaux. Le Sénégal est choisi par 19 % des investisseurs en raison de la stabilité politique, de l'existence du Plan Sénégal Émergent, du développement des secteurs financiers, des télécommunications et de la diversification de l'économie.

✉ dj.juste@outlook.fr

▼ Togo : accélération de l'opérationnalisation de l'Agence de promotion des investissements

Le gouvernement togolais a décidé d'accélérer l'opérationnalisation de l'Agence nationale de la promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF), dont la mise en place tarde à être effective, principalement pour cause de blocages sur la nomination des dirigeants de l'agence. Un décret adopté en Conseil des ministres réaménage le conseil de surveillance et le conseil d'administration dont les membres seront choisis « uniquement sur la base de critères d'intégrité morale, de qualification et d'expérience professionnelle avérées ». Cette opérationnalisation de l'agence est attendue par plusieurs entreprises de la place et pourrait contribuer à relancer l'investissement privé.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : moratoire sur les faux tecks

Le conseil des ministres a récemment lancé un moratoire de 10 ans sur l'exploitation, l'exportation et la réexportation des madriers de faux teck, en vue de limiter la surexploitation de cette essence d'arbre et de lutter contre la déforestation. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le secteur a généré au Togo 53 M USD, soit 1,6 % du PIB. 146 000 personnes dépendent du secteur, soit 4,8 % de la population active.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Madagascar : attribution du contrat relatif à la centrale hydroélectrique de Sahofika

Au terme d'une procédure d'appel d'offres international, le Gouvernement malgache a désigné en juillet dernier la société Eiffage comme adjudicataire du contrat relatif à la conception, à la construction et à l'exploitation de la centrale hydroélectrique de Sahofika (300 MW). Basé sur le modèle de la production indépendante d'énergie, ce projet de partenariat public-privé s'inscrit dans le cadre du programme présidentiel « programme hydroélectrique prioritaire » (PHP).

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Maurice : Budget 2016-2017

Le budget 2016-2017 (du 01/07 au 30/06) présenté par le gouvernement le 29 juillet, a été qualifié de « budget social » compte-tenu des mesures annoncées pour lutter contre la pauvreté. Une série de mesures a également été proposée en faveur des PME et du secteur manufacturier. En ce qui concerne les projets d'infrastructures, il convient de signaler le retour du projet « Métro Léger », rebaptisé « Métro Express », et le projet de création d'un terminal pétrolier à Albion (ouest de l'île). Les dépenses totales prévues se montent à 117,4 Mds Rs (2,9 Mds EUR), tandis que le déficit budgétaire devrait s'élever à 15,0 Mds Rs (375 M EUR) soit 3,3 % du PIB.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Prévision d'augmentation de la dette publique

A l'occasion de l'analyse conjointe de la dette du pays par le FMI et la banque mondiale, visant à évaluer le risque de « détresse financière », le Fonds a indiqué que la dette publique continuerait d'augmenter, en raison surtout des dépenses d'infrastructures dont le pays a besoin pour assurer son développement économique de long terme. La dette publique devrait ainsi atteindre 50 % du PIB en 2020-21, contre 34 % du PIB actuellement (9 Mds USD), avant de diminuer progressivement. Le FMI estime néanmoins que cet endettement est soutenable, sous réserve d'une utilisation appropriée des ressources. Le FMI a, dans le cadre de l'accord actuel avec l'Ouganda, approuvé la suppression du plafond sur les emprunts non concessionnels de 3 Mds USD.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : prêt concessionnel de l'AFD pour la modernisation des grandes infrastructures à Kumasi

L'AFD a accordé un prêt concessionnel de 37,5 M EUR au gouvernement ghanéen pour achever la modernisation des infrastructures urbaines à Kumasi. Ce projet comprend deux composantes (réseau routier et drainage-assainissement) qui finaliseront les travaux entrepris lors de deux projets précédents financés par l'AFD : la construction du contournement routier (Kumasi by-pass) et la seconde phase de l'assainissement de la zone urbaine (UESP2). L'objectif de ce projet consiste à fluidifier le trafic et éviter les inondations sur Lake Road afin d'augmenter la productivité et le développement de l'activité économique de la région.

✉ dankwadd@afd.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la Société financière internationale (SFI) annonce un investissement de 1,7 Md USD**

La SFI a décidé d'investir au cours des quatre prochaines années environ 1,7 Md USD (contre 1 Md FCFA les quatre précédentes années) dans différents secteurs socio-économiques de la Côte d'Ivoire notamment dans les infrastructures, l'énergie, les transports, l'agriculture, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les secteurs minier et manufacturier. La décision a été prise en marge de la visite récente en Côte d'Ivoire du vice-président exécutif de la SFI, Philippe Le Houerou.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Côte d'Ivoire approuve un plan de développement routier de 5,7 Mds EUR**

Le gouvernement ivoirien a donné son feu vert à un vaste programme de développement routier, d'un coût global de 3 760 Mds FCFA entre 2016 et 2020. Le projet le plus important de ce programme consistera au renforcement et à la réhabilitation de 3 916 km de routes bitumées interurbaines, d'un coût de 1 246 Mds FCFA. Le programme prévoit aussi la construction du cinquième pont d'Abidjan, reliant les communes de Yopougon et Adjamé, pour un coût d'environ 200 Mds FCFA. En 2015, le réseau routier ivoirien comptait 82 000 km de routes interurbaines classées, dont 6 500 km de routes revêtues et 4 000 km de voiries urbaines, en majorité concentrées à Abidjan.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Bénin : annulation d'une émission d'obligations du Trésor**

Une émission d'obligations du Trésor, d'un montant de 35 Mds FCFA et d'une maturité de cinq ans prévue le 10 août 2016, a été annulée. Cette émission faisait partie du calendrier déposé en début d'année par l'administration précédente.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Eximbank Chine accorde un prêt de 50 M EUR pour le projet de vidéo-surveillance de la ville d'Abidjan**

L'accord de prêt, signé le 6 juin dernier, vient d'être entériné par le conseil des ministres du 31 août 2016. Ce projet vise à assurer une meilleure sécurisation de la ville d'Abidjan et à réduire le taux de criminalité à travers la mise en place d'un système de surveillance des infrastructures et d'un système de contrôle de la circulation routière.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 15 M USD de la Banque mondiale pour le secteur de la santé**

La Banque mondiale a octroyé un don de 15 M USD à la Guinée pour l'amélioration des services de santé primaire. Ce projet d'une durée de 5 ans contribuera au plan de relance et de résilience du système de santé 2015-2017 ainsi qu'au plan national de développement sanitaire 2015-2024. Les régions administratives de Labé et de Faranah sont les principales cibles de ce projet dans un premier temps avant un élargissement à d'autres régions du pays.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : signature de plusieurs accords de prêts et de dons

Ces accords visent à appuyer le programme de développement Renaissance : Acte 2 du gouvernement nigérien. La Banque mondiale a signé un accord pour une aide supplémentaire de 70 M USD dédiée aux secteurs de l'eau potable, de l'assainissement urbain, à l'appui institutionnel et au renforcement des capacités; l'agence américaine Millenium challenge corporation a octroyé un don de 437 M USD pour le développement d'infrastructures d'irrigation. La Chine a signé un accord économique et technique de 45,7 M EUR pour la finalisation des travaux d'infrastructures de Niamey (hôpital, nouveau pont). La KFW a procédé à la signature d'un contrat de financement de 27 M EUR pour la santé de la reproduction.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : financement du projet de construction du TER (Dakar – Diamniadio – AIBD)

Le financement de 755 M EUR pour la réalisation du train express régional (TER) devant relier, fin 2018, le centre historique de Dakar au nouveau pôle urbain de Diamniadio puis, dans un deuxième temps, le nouvel aéroport international Blaise Diagne (AIBD), sera apporté par la Banque islamique de développement (300 M EUR), la Banque africaine de développement (180 M EUR), l'AFD (100 M EUR) et l'Etat sénégalais (152 M EUR).

✉ dj.juste@outlook.fr

▼ Togo : lancement du premier Sukuk

Le Togo est le troisième Etat de l'UEMOA (après la Côte d'Ivoire et le Sénégal) à se lancer sur le marché de la finance islamique. Lancé sur la place financière ouest-africaine, ce *sukuk* devrait permettre de mobiliser 150 Mds FCFA (228,7 M EUR). La maturité est de dix ans et la rémunération annuelle de 6,5 %.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : mise en place d'un système de transport par bus à Yaoundé

Iramos Mota, entreprise portugaise, a signé un contrat avec l'Etat camerounais pour un investissement de 17 Mds FCFA sur 10 ans, qui intégrerait entre autres, l'acquisition de 150 autobus de marque Atomic (dont 10 mis à la disposition des équipes pendant la CAN féminine de novembre 2016), la construction de 26 terminaux ultra modernes, de 65 abris-bus et de 579 arrêts de bus. 40 bus seraient mis en circulation avant le 30 octobre 2016, 20 autres en décembre 2016 et le reste au 1^{er} semestre 2017. Le prix du ticket de transport serait fixé à 200 FCFA, contre 300 FCFA en moyenne pour une course en taxi.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : l'Union africaine octroie une subvention de 150 000 USD à l'ARPCE

La commission de l'Union africaine a accordé une subvention de 150 000 USD à l'Agence de régulation des postes et télécommunications électroniques (ARPCE) pour le renforcement des capacités du point d'échange Internet du Congo-Brazzaville, baptisé CGIX. Le CGIX est une infrastructure de télécommunications mise en œuvre par l'ARPCE, grâce à un cofinancement de l'État congolais et de la Banque mondiale, à travers le projet Central African backbone. Sept opérateurs et fournisseurs d'accès à internet installés au Congo y sont interconnectés.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : 27 M EUR pour les aéroports congolais**

Selon les informations de Jeune Afrique, la société Aéroports de la République du Congo (Aerco), dirigée par Alain Berquez, a mobilisé 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) auprès de banques privées (Société générale Congo, Banque commerciale internationale et BGFI Bank) et de la BDEAC. Conseillé par la société de conseil financier Aries Investissements, le concessionnaire des aéroports de Brazzaville, de Pointe-Noire et d'Ollombo va utiliser cette somme pour mettre aux normes lata les trois plateformes aéroportuaires congolaises qu'il gère depuis 2010. Cette tranche rentre dans un programme d'investissements plus général d'un montant de 30 Mds FCFA.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **RDC : projet de barrage hydroélectrique Inga III - la Banque mondiale suspend ses décaissements**

Le 25 juillet, la Banque mondiale a suspendu ses décaissements pour l'assistance technique des projets INGA III et de 3 sites hydroélectriques de puissance moyenne. Sur un coût estimatif du projet d'assistance de 106,5 M USD, les décaissements de la BM restent limités à 6 % du budget alloué. La décision est motivée par une question de gouvernance : comme précisé dans la note Banque mondiale de mars 2014, le gouvernement devait mettre en place un organisme de développement autonome. L'Agence pour le développement et la promotion d'Inga (ADEPI) devait être une entité autonome placée sous la supervision du ministre de l'Energie. Or, l'ADEPI se trouve sous la tutelle directe du cabinet du Président.

✉ abboud.zaoui@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ La SADC lance une levée de fonds pour financer la réponse régionale à la sécheresse

On estime à 40 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en raison de la sécheresse qui touche l'Afrique australe. La production de céréales de la région est en baisse de 13 % par rapport aux 3 dernières années et près de 643 000 têtes de bétail sont mortes dans 5 pays (Botswana, Swaziland, Afrique du Sud, Namibie et Zimbabwe). Dans ce contexte, la Southern African Development Community (SADC) a lancé une campagne de levée de fonds pour financer la réponse à la sécheresse. L'organisation estime que 2,4 Mds USD supplémentaires sont nécessaires pour éviter une crise alimentaire et apporter une aide d'urgence aux 23 millions de personnes les plus vulnérables.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la nouvelle loi sur l'expropriation renvoyée au Parlement

Après les nombreuses contestations suscitées par la nouvelle loi sur l'expropriation votée par l'Assemblée nationale en février dernier, puis par le Conseil des provinces (NCOP) en mai, le Président, qui devait signer la loi pour promulgation, a finalement décidé de la renvoyer devant le Parlement pour s'assurer de la conformité de la procédure d'adoption suivie. Les opposants au projet de loi ont en effet soulevé plusieurs points litigieux : l'inconstitutionnalité des procédures suivies par le NCOP et certaines assemblées provinciales, l'insuffisance des consultations publiques effectuées par le NCOP et le fait que la loi n'ait pas été soumise à la Chambre nationale des chefs traditionnels comme requit par la législation.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Mérieux Nutriscience acquiert le laboratoire sud-africain Lactolab

Mérieux Nutriscience, filiale à 70 % de l'Institut Mérieux, s'est implantée en Afrique du Sud en 1997 après l'acquisition du groupe américain Silliker qui disposait d'une filiale sud-africaine. Après l'ouverture l'an dernier d'un nouveau laboratoire d'analyse de lait cru à Jeffreys Bay, dans la province du Western Cap, l'entreprise poursuit son développement dans le pays avec l'acquisition dans la province du Gauteng du laboratoire Lactolab spécialisé dans l'analyse de la composition et de la qualité sanitaire des produits laitiers. Cette acquisition permet à l'entreprise de répondre à la demande croissante de ses clients de la filière lait dans le nord du pays.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : forte hausse des cours de la vanille

En août 2016, le kilo de vanille vrac de Madagascar se négociait sur le marché international à près de 400 USD. Anticipant une baisse de la production et du stock mondial de vanille, les opérateurs de la filière ont acheté la vanille à un prix plus élevé. Pour répondre à la forte demande locale, de nombreux planteurs ont modifié les pratiques traditionnelles de préparation des gousses, notamment à travers la récolte prématurée et le conditionnement sous vide de vanille insuffisamment séchée et mûrie, qui détériorent fortement la qualité du produit. Cette situation nuit à l'image de la vanille de Madagascar et accroît le risque d'effondrement des prix. En 2015, la vanille occupait le 3^{ème} poste d'exportation du pays (198 MUSD).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : mise en place d'une usine de décortiquage de noix de cajou

Une usine de décortiquage de la noix de cajou mise en place par le groupe Tropical general investment (TGI, auquel appartient Fludor Bénin), a été inaugurée en août dernier. TGI est une holding basée en Irlande et opérant au Nigéria, au Ghana et au Bénin. L'usine a été réalisée en partenariat avec Fludor et l'ONG Techno Serve. Sa capacité de transformation actuelle est de 4 000 tonnes par an. Celle-ci devrait passer à moyen terme à 15 000 tonnes de noix de cajou par an, pour environ 1 500 employés. La transformation est actuellement effectuée en Inde, qui importe la majorité des noix de cajou non décortiquées (en 2016, 87 % des 62 M EUR exportés par le Bénin).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Kenya : premières exportations de pétrole brut prévues pour juin 2017

Selon le cabinet du Président Kenyatta, Tullow Oil Company aurait confirmé la mise en production de pétrole brut (2 000 barils par jour) en provenance du Lac Turkana à partir de mars 2017, tandis que l'exportation débiterait en juin 2017. Le gouvernement a par ailleurs indiqué qu'un accord de développement conjoint avait été conclu avec Tullow Oil et ses partenaires African Oil et Maersk Company, relatif à la construction d'un oléoduc d'exportation de pétrole allant de Lokichar (Lac Tukana) jusqu'au port de Lamu. Le pétrole brut devrait dans un premier temps être acheminé par la route Lokichar-Mombasa. Découverts en 2012 par Tullow Oil, les gisements de pétrole kényans sont estimés à 750 millions de barils.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : léger rebond de la production électrique en juillet

La production électrique a légèrement rebondi, passant de 2 000 MW en juin 2016 à environ 3 000 MW en juillet (un pic à plus de 4 000 MW aurait été atteint en août, en raison de l'impact de la saison des pluies sur le niveau d'eau des barrages). Cette évolution est à mettre en lien avec l'augmentation de la production de gaz, qui a cru de 7,2 M m³ par jour en juin 2016 à 7,6 M m³ par jour en juillet 2016. Le ministre en charge de l'Electricité, B. Fashola, a déclaré que la production électrique ne s'améliorera pas sans l'arrêt des sabotages de pipelines, le gaz comptant pour plus de 80 % du mix énergétique nigérian.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : extraction de la première huile du champ pétrolier de TEN

La première huile du champ pétrolier offshore de Tweneboa, Enyenra et Ntomme plus communément appelé TEN, est sortie le 18 août 2016 dans le cadre d'une cérémonie en présence du Président Mahama. L'exploitation de ce champ devrait s'échelonner sur 20 ans, pour une production totale de 300 millions de barils, dont 80 % de pétrole et 20 % de gaz, soit dans un premier temps 80 000 barils/jour de pétrole et 950 000 m³/jour de gaz. Sur l'année 2016, la production est estimée à 23 000 b/j. La production ghanéenne d'hydrocarbures devrait ainsi passer à 183 000 b/j dès l'année prochaine et les dernières études estiment à 500 000 b/j le pic de production en 2024.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : un deuxième forage offshore de Tullow Oil entre en production

La mise en exploitation du deuxième forage opéré par Tullow Oil dans les champs Tweneboa, Enyenra, Ntomme (TEN) à 60 km au large du Ghana, et à la limite avec les eaux territoriales ivoiriennes, est intervenue au mois d'août, « trois ans après que le plan de développement a été approuvé par le gouvernement du Ghana en mai 2013 », selon une déclaration rendue publique par l'entreprise jeudi 18 août. 23 000 barils de pétrole par jour doivent désormais sortir du forage offshore d'ici à la fin de l'année, en espérant atteindre progressivement le maximum de production de 80 000 barils par jour. Les réserves sont estimées à 240 millions de barils de pétrole, auxquels s'ajoutent 60 millions de barils équivalent pétrole de gaz.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Sierra Leone : Stellar Diamonds signe un accord entérinant la création de la deuxième plus grande mine de diamants du pays

L'accord signé implique la combinaison du projet de kimberlite Tonga de la société britannique Stellar Diamonds avec le projet de kimberlite adjacent Tonguma d'Octea Mining, filiale du groupe basé à Genève BSGR. Ces deux mines combinées vont produire environ 250 000 carats par an de diamants de grande valeur (120-290 carats pour cent tonnes) pour une ressource totale de 5 millions de carats (avec 8 millions de carats identifiés en phase d'exploration). L'exploitation minière devrait commencer dans les 12 mois une fois transaction réalisée.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Libéria investit dans le réseau de distribution électrique

Le ministère en charge de l'Electricité vient de rendre public un programme de développement d'un montant de 550 M USD destiné à accroître l'électrification du pays. Ce plan devrait permettre l'électrification de 164 000 maisons pour 830 000 personnes dans un premier temps. Cette phase se concentre sur plusieurs projets en cours, notamment ceux liés à l'interconnexion Côte d'Ivoire – Libéria – Sierra Leone – Guinée, et l'extension du réseau autour de la ville de Monrovia. L'objectif du gouvernement est d'atteindre un taux d'électrification de 10 % en 2020, de 20 % en 2025 et de 35 % en 2030, contre 9,8 % en 2012.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction d'une centrale thermique de 372 mégawatts

Le groupe ivoirien Star énergie a signé un accord avec la compagnie publique chinoise CEEE (China Energy Engineering Corporation), en vue de la construction d'une nouvelle centrale thermique d'une capacité de 372 mégawatts (MW), dans la localité de Songon (30 km d'Abidjan). Le coût global du projet est estimé à 367 M EUR. Le financement devrait être apporté par la banque chinoise d'import-export, Eximbank. Les travaux devraient commencer au cours du dernier trimestre 2016 pour s'achever en 2018. La capacité électrique du pays a atteint 2 000 MW fin 2015. L'ambition du gouvernement est de la porter à 4 000 MW d'ici 2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le pays va augmenter sa fourniture d'électricité au Burkina Faso**

A l'issue du cinquième traité d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui a eu lieu à Yamoussoukro le 29 juillet dernier, la Côte d'Ivoire a décidé d'augmenter de 70 à 80 mégawatts sa fourniture d'électricité au Burkina Faso. Les deux pays ont également décidé d'élaborer un Plan directeur commun de développement des capacités de production et de transport de l'électricité. Pour rappel, avec une capacité installée de 1 766 mégawatts, la Côte d'Ivoire fournit de l'électricité à plusieurs pays de la sous-région notamment le Ghana, le Togo, le Bénin, le Libéria et envisage d'approvisionner la Sierra Leone.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : construction de la première centrale solaire**

Dans le cadre du développement des énergies renouvelables, le ministre guinéen de l'Energie et de l'Hydraulique a signé un protocole d'accord avec la société française Solvéo qui s'engage à réaliser une centrale solaire dans la préfecture de Kindia. La centrale solaire aura une puissance de 80 MW. La production sera interconnectée avec le réseau de la ligne haute tension du barrage de Garafiri.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : baisse des prévisions de production d'or**

Le Mali prévoit de produire 47 tonnes d'or cette année, contre une prévision antérieure de 53 tonnes. La baisse s'expliquerait par l'incapacité à redémarrer le site minier de Kodiéran, d'après le ministère des Mines. Cependant, la production serait légèrement supérieure à celle de l'année dernière qui était de 46,5 tonnes, a indiqué le chef de la division des mines. Pour rappel, le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique après l'Afrique du Sud et le Ghana, et le secteur représente environ un quart des revenus du gouvernement.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : La Chine renforce sa présence dans l'industrie minière**

La China Molybdenum serait en passe de racheter à l'américain Freeport McMoran sa part de 56 % dans la mine de Tenke Fungurume, l'un des plus grands gisements de cuivre et de cobalt au monde, situé dans le Haut-Katanga pour un montant de 2,6 Mds USD (l'Etat congolais détient 20 %). Zijin Mining, 2^{ème} producteur chinois de cuivre et 1^{er} pour l'or, est devenu partenaire du canadien Ivanhoe dans le projet Kamoanga pour un apport de 412 M USD (acquisition de 49,5 %). Enfin, la China Nonferrous Metal Mining pourrait investir 2 Mds USD dans le développement du projet de cuivre Deziwa de la Gécamines en contrepartie d'une prise de participation de 51 %.

✉ abboud.zaoui@dgtresor.gouv.fr

Industries

▼ Afrique du Sud : le chinois BAIC opère le plus gros investissement dans le secteur automobile sur le continent africain des 40 dernières années

Le constructeur automobile chinois Beijing Automobile International Corporation (BAIC) va investir 11 Mds ZAR (823 M USD) dans la construction d'une usine au sein de la zone économique spéciale (ZES) de Coega, dans le Cap-oriental. L'usine, essentiellement financée par BAIC et l'agence sud-africaine dédiée au développement de l'industrie (Industrial Development Corporation - IDC), affichera une capacité de production de 100 000 unités par an une fois opérationnelle (fin 2017), contribuant ainsi à atteindre l'objectif des autorités de produire un million de véhicules par an à partir de 2020.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le groupe industriel de défense appartenant à l'Etat sud-africain Denel a dévoilé des résultats annuels en nette amélioration

Le bénéfice net a augmenté de 125 M ZAR par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 395 M ZAR, le bénéfice avant intérêts et impôts a grimpé de 59 % à 637 M ZAR et les exportations, responsables de 58 % des revenus totaux du groupe, ont augmenté de 6 %. Les dépenses de fonctionnement affichent une légère baisse (-1 pts à 15 % du CA) tandis que le ratio dettes/fond propres s'établit à 1,6. Les commandes en cours couvrent quatre années de production et de nouveaux contrats sont attendus cette année.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : ArcelorMittal South Africa a accepté de payer une amende de 1,5 Md ZAR (110 M USD)

Accusée de pratiques anti-concurrentielles, la filiale sud-africaine d'ArcelorMittal réglera son amende en cinq paiements annuels d'au moins 300 M ZAR à partir de 2017 et s'est engagée à réaliser 4,6 Mds ZAR d'investissements pendant cinq ans.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Indorama va investir 2,2 Mds USD dans Eleme Petrochemicals

Le groupe indonésien Indorama a annoncé un investissement 2,2 Mds USD au capital d'Indorama Eleme Petrochemicals Ltd. (IEPL), dont il est déjà le principal actionnaire, faisant ainsi passer son investissement total de 2 à 4,2 Mds USD. Privatisée en 2006, l'entreprise basée à Port Harcourt opère la seule usine pétrochimique fonctionnelle du Nigéria. Avec cet investissement, Indorama a pour ambition de faire d'Eleme Petrochemicals le plus grand complexe pétrochimique d'Afrique. Actuellement, 80 % des produits pétrochimiques consommés par l'industrie nigériane (utilisés dans la fabrication de plastique, de textile, d'engrais ou encore de médicaments) sont importés, ce qui représente une facture annuelle de 10 Mds USD.

📧 paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Baisse de l'or noir et or brun en baisse

Baisse de 50 % de la production pétrolière et pertes sur les récoltes de cacao, les deux 1^{ers} postes d'exportation nigériens, grèvent l'entrée de devises. La récolte à mi-saison au Nigéria est en très important recul : - 70 % par rapport à l'année dernière, alors qu'on annonçait une hausse probable de la production en mai, et que les récoltes ivoiriennes et ghanéennes chutaient (- 20 %, - 30 %). Il s'agirait du plus mauvais résultat depuis 25 ans. En principe, la mi-saison fournit un tiers de la récolte au Nigéria. Or les fèves sont pour beaucoup trop petites et invendables. En revanche, la fève nigérienne progresse en Chine (5000t et désormais 2^{ème} fournisseur), qui a récemment consenti d'importants prêts au Nigéria.

📧 pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : IBM ouvre un centre de recherche à l'université de WITS

Après avoir ouvert un centre de recherche au Kenya en 2013, IBM vient d'en ouvrir un second sur le continent africain, à Johannesburg. Ce centre est installé à l'université de Witwatersrand (WITS) où le groupe américain dispose d'un bâtiment de 900 m² équipé de tous les outils de conception électronique et de fabrication de prototypes par impression 3D ainsi qu'un accès au cloud d'IBM pour une capacité de stockage de 80 téraoctets. La mission des chercheurs de ce centre est d'explorer des pistes de développement local dans des domaines divers comme la santé, les villes intelligentes ou l'astronomie.

📧 blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : MTN annonce son 3^{ème} accord BEE (Black Economic Empowerment)

MTN va céder 4 % de ses parts à des investisseurs locaux noirs regroupés sous l'entité MTN Zakhele Futhi. Les actions seront cédées au prix de R 102.8, soit 20 % moins cher que la cotation de l'action du 17 août 2016. Cette offre publique s'adresse aux *qualified black participants* qui devront investir au minimum 2 000 ZAR. Les investisseurs pourront revendre leurs actions au bout de 3 ans à d'autres investisseurs locaux noirs et au bout de 8 ans à des investisseurs non BEE. MTN ouvre également 0,1 % de son capital au profit de ses salariés (hors cadres et membres du conseil d'administration).

📧 blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : le French Tech Hub du Cap lancé à Johannesburg le 15 septembre

Le French Tech Hub du Cap avait été inauguré avec succès le 16 mars 2016. Pour mieux faire connaître ses services (start ups, facilitateurs, financeurs, investisseurs, incubateurs,...) ses principaux partenaires et sponsors, Orange Business Services en tête, ont décidé de l'organisation d'une soirée de lancement à Johannesburg le 15 septembre prochain sur le thème « Les cerveaux du net sont au Cap mais les marchés du net sont dans le Gauteng ».

📧 blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ Kenya : reprise des activités de Chase Bank

La Banque centrale a annoncé, le 17 août, la reprise des activités de prêts et de dépôts à terme de Chase Bank. Le régulateur a également indiqué que l'acquisition de Chase Bank, potentiellement par KCB – 1^{ère} banque kényane en termes d'actifs, de dépôts et de capitaux propres – interviendrait courant septembre 2016. 11^{ème} banque kényane spécialisée dans le financement des PME, Chase Bank avait été placée sous tutelle par la Banque centrale début avril 2016. Cette mise sous tutelle faisait suite au signalement par le cabinet Deloitte de son incapacité à certifier les comptes de la banque. Deux autres banques, Dubai Bank et Imperial Bank, avaient déjà été mises en faillite en 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : développement du secteur aérien

Après sa sortie de l'annexe B de l'UE en juin 2016 (annexe qui consigne les compagnies faisant l'objet de restrictions d'exploitation dans le ciel européen), Air Madagascar peut désormais mettre en place des accords de partage de code avec les compagnies aériennes de la région. En juillet 2016, Air Mauritius a ainsi augmenté ses liaisons entre Tananarive et Port-Louis afin de permettre aux passagers de Madagascar de se rendre à Guangzhou en transitant par l'île Maurice. Cela intervient quelques mois après l'ouverture d'une ligne régulière entre Istanbul et Tananarive par Turkish Airlines en décembre 2015. De nouvelles liaisons depuis Tananarive seront lancées sous peu (entre Dzaoudzi et Tananarive via la compagnie mahoraise Ewa Air notamment).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Le secteur de l'aviation frappé par une pénurie de kérosène

Depuis le début du mois de juillet, les compagnies aériennes au Nigéria font face à une pénurie de kérosène dont le prix moyen est passé de 150 NGN à 200 NGN par litre (contre 115 NGN avant l'abandon des subventions au carburant en mai 2016). Importé de l'étranger, le carburant JetA1 a vu son prix décoller avec dépréciation du naira par rapport au dollar depuis l'adoption par la CBN d'un régime de change flottant, le 20 juin 2016. A noter que le coût du carburant représente 40 % des coûts opérationnels des compagnies aériennes nigérianes, ce qui explique la brusque augmentation des prix des billets d'avion. Ainsi, un vol Lagos-Abuja se vend aujourd'hui à 30 000 nairas, contre 22 000 il y a deux mois.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : vers la création d'une taxe sur les services de communication?

Le ministère des Communications vient de déposer un texte de loi au Parlement nigérian qui prévoit la création d'une taxe de 9 % sur l'utilisation des services de communication et qui concernerait les appels téléphoniques, les SMS, les MMS, les données mobiles et les chaînes de paiement à la demande. Selon le ministre des Communications, A. Shittu, une telle taxe permettrait de lever jusqu'à 800 M USD par an. Les opérateurs du secteur, par la voix de la Chambre de commerce de Lagos, ont fait part de leur opposition à cette mesure, craignant qu'elle puisse avoir un impact négatif sur la dynamique du secteur des télécoms (9 % du PIB en 2015) et soulignant le risque de double taxation avec la TVA.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : MTN désigne Stanbic IBTC comme consultant pour son introduction au NSE**

Le groupe sud-africain MTN, premier opérateur téléphonique au Nigéria, a désigné Stanbic IBTC (filiale nigériane de la Stanbic Bank, Afrique du Sud) comme consultant pour son introduction sur le Nigeria Stock Exchange, prévue pour 2017. Pour rappel, la décision de MTN d'entrer en bourse au Nigéria fait partie de l'accord signé avec les autorités nigérianes sur le règlement de son amende, finalement révisée à 330 Mds NGN (1,06 Mds USD au taux de change actuel) sur 3 ans. Le groupe aurait déjà versé 80 Mds NGN, en février et en juin, et a ainsi enregistré une perte de 6,3 Mds ZAR (465 M USD) au premier semestre 2016 malgré un chiffre d'affaires de 79 Mds ZAR (5,9 Mds USD) en progression de + 14,15 % en g.a.

✉ paulin.rousseau@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Cameroun : changement de direction à la tête de la Camair-co et proposition d'un plan de relance de la compagnie**

Ernest Dikoum, ancien directeur régional de la compagnie Emirates pour le Sénégal et la Guinée, et Mefiro Oumarou ont été désignés respectivement directeur général et président du conseil d'administration de la compagnie aérienne nationale Camair-Co. Il s'agit du 6^{ème} DG en 9 ans. Un audit a été commandé par le gouvernement camerounais afin de relancer la Camair-co dont l'encours de la dette s'élève à 35 Mds FCFA. Boeing Consulting, retenu pour cette opération, a proposé un plan de relance chiffré à 327 Mds FCFA sur une période de 5 ans, incluant l'acquisition de 9 aéronefs pour un montant d'environ 223 Mds FCFA pour porter à 14 le nombre total d'appareils de la compagnie.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Mission découverte Tanzanie Focus : financements et marchés publics Nairobi – Dar Es Salaam**

Vous êtes : une PME, un groupe industriel français, une ETI présente au grand export, un cabinet d'ingénierie, un consultant individuel et vous souhaitez vous familiariser avec les projets de développement du pays et rencontrer décideurs et partenaires privés potentiels pour optimiser vos démarches sur les marchés tanzanien et kenyan ou rencontrer vos futurs partenaires et clients ? Business France organise du 19 au 21 octobre une mission découverte Tanzanie - focus financement internationaux et marchés publics. Les entreprises qui le souhaitent pourront débiter leur mission par deux jours au Kenya les 17 et 18 octobre. Pour plus d'informations :

✉ delphine.vidal@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : visite de John Kerry à Abuja et Sokoto le 24 août**

Lors de sa rencontre avec le président Buhari, le Secrétaire d'Etat américain s'est déclaré en faveur d'une augmentation de l'assistance militaire au Nigéria dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. En effet, il avait été rendu public en mai dernier que les Etats-Unis souhaitaient vendre plus de 12 avions légers d'attaque A-29 Super Tucano au Nigéria, suite aux efforts de réforme de l'armée entrepris par l'administration Buhari. Le Congrès doit encore valider cet accord. Les Etats-Unis avaient bloqué les ventes d'armes et stoppé la formation des troupes nigérianes en 2014 en raison de préoccupations en matière de respect des droits de l'homme.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

